



Déclaration liminaire de la FNEC FP-FO à la F3SCT de l'Académie de Toulouse du jeudi 2 mai 2024

Cette formation spécialisée académique se tient alors que la guerre est toujours en cours en Ukraine comme à Gaza, et des tentatives d'intimidation, de stigmatisation, voire de criminalisation s'abattent sur ceux qui font entendre leur voix pour demander le cessez-le-feu et l'arrêt du génocide en cours en Palestine, en particulier les étudiants. L'évacuation brutale des étudiants de l'IEP de Toulouse mobilisés pour la paix en soutien au peuple palestinien mardi dernier est un exemple révélateur de la volonté du gouvernement d'imposer une opinion et de mettre au pas la jeunesse, ce que condamne la FNEC FP-FO.

Le gouvernement glisse petit à petit vers une idéologie guerrière et une économie de guerre. Dans l'Éducation Nationale, c'est 700 millions d'euros qui seront ponctionnés cette année et les personnels sont inquiets ! Si la consigne ministérielle de reprendre les budgets correspondants aux HSE et aux IMP non consommés dans les établissements a été annulée, comment les personnels pourraient-ils s'engager sereinement à l'avenir dans des dispositifs ou des projets ? La violence de l'annonce nous donne une indication du peu de cas que les « gestionnaires » au pouvoir font de l'institution scolaire, des droits des élèves et des personnels. Bruno Le Maire n'a pas exclu de reprendre quelques milliards de plus cette année. L'académie de Toulouse devrait restituer 3,6 millions d'euros. S'agira-t-il de raboter les DHG de la rentrée ? De fermer plus de classes ? De fermer les établissements spécialisés ?

L'éphémère ministre de l'Éducation Nationale devenu premier ministre, Gabriel Attal, a promis dans la continuité du discours du président Macron, "le réarmement de l'école". Outre l'image douteuse, ce énième coup de comm' n'est qu'une manière de faire passer tout un tas de contre-réformes plus réactionnaires les unes que les autres. Pour n'en citer que quelques-unes :

- La réforme de la voie professionnelle, qui offre une main d'œuvre corvéable et gratuite au patronat.
- le SNU et l'uniforme qui, loin d'améliorer les conditions d'apprentissage des élèves et les conditions de travail des personnels, vise à mettre la jeunesse au pas et va coûter extrêmement cher : la généralisation de l'uniforme reviendrait à 2,4 milliards d'euros;
- La labellisation des manuels scolaires, du jamais vu depuis Vichy, est une attaque directe contre la liberté pédagogique des enseignants, contre leur qualité d'experts en pédagogie libres de leurs choix, et va les transformer en de simples exécutants d'une méthode.
- Le "choc des savoirs" et ses groupes de niveau, ou de besoins, on ne sait plus tellement les modalités de constitution des groupes reste ambiguë entre les annonces gouvernementales, les textes, et ce qui se dit dans les formations avec les IPR. Seule certitude : ce n'est pas en organisant le tri social, en regroupant les élèves par niveau scolaire en français et en mathématiques que tous les élèves progresseront. Quid de la constitution des groupes en Éducation prioritaire ou dans les établissements du dispositif mixité dans le 31 ?

Pour pallier le manque chronique de professeurs, en particulier pour mettre en œuvre les

groupes en français et mathématiques, le gouvernement n'a prévu que 2300 ETP alors qu'il aurait fallu au moins 6000 ETP selon l'estimation d'ID-FO. Qu'en est-il dans l'académie suite au mouvement inter ?

Étant donné le nombre de postes ouverts aux concours dans ces deux disciplines, il n'y aura pas assez de professeurs sous statut à la rentrée, d'autres pistes sont explorées, toutes sur la voie de toujours plus de déréglementation et de contractualisation :

- Le recours à des professeurs récemment retraités;
- Puiser dans le 1er degré avec une campagne complémentaire de détachement, y compris pour contourner le mouvement inter-académique;
- Le recours accru aux contractuels, souvent livrés à eux-mêmes, sans formation ou alors avec une formation à moindre coût en demandant à des collègues de s'occuper d'eux contre une rémunération famélique;
- recours à des professeurs associés non diplômés.

Comment d'un côté prétendre "élever le niveau" et de l'autre ne pas mettre les moyens nécessaires pour un recrutement de professeurs formés, sous statut ? Le gouvernement voudrait détruire l'École de la République et organiser la fuite vers le privé qu'il ne s'y prendrait pas autrement. Pourtant, le vivier de professeurs potentiels existe bel et bien, en particulier dans le 1er degré si on en juge par les résultats au CRPE ces dernières années. La FNEC FP-FO demande le recrutement de toutes les listes complémentaires, l'abondement de celles-ci et le recrutement à nouveau autant que de besoin.

Concernant les AESH, là aussi en sous-effectif, la manière dont s'opère le transfert des lycées mutualisateurs vers les DSDEN (contrats erronés, délai de réponse non réglementaire, licenciements proposés..), risque fort d'entraîner un nombre conséquent de départs volontaires ou involontaires qui ne fera qu'aggraver les conditions de travail des personnels et les conditions d'accueil des élèves. Nous allons proposer un avis sur ce point.

A cela s'ajoute la destruction programmée des ESMS tels qu'ils existent pour les intégrer dans les structures ordinaires et transformer les personnels des ESMS en personnels ressources itinérants censés aider les enseignants à gérer les élèves à besoins particuliers. De formation spécialisée en formation spécialisée, les représentants des personnels ne cessent d'alerter l'administration sur les problèmes que posent le manque de structures d'enseignement spécialisée, sur le fait que cela prive les élèves concernés de leurs droits, et sur l'incapacité structurelle de l'administration à concilier la nécessité d'accueillir tous les enfants à l'École et celle de protéger la santé physique et mentale de ses salariés. Pour la FNEC FP-FO, l'Acte 2 de l'École Inclusive et la fermeture des ESMS vont dégrader encore plus les conditions de travail des personnels. Ce qu'il faut, c'est le maintien et la création des places nécessaires dans les établissements sociaux et médico-sociaux.

L'ensemble des OS, à l'exception de la CFDT, a voté contre le projet de décret relatif aux modalités de fonctionnement en dispositif intégré des ESMS présenté en CSE le 4 avril, le gouvernement n'a pour autant pas renoncé sur cette question. Il reste sourd aux revendications des personnels, à l'image de la ministre de l'Éducation Nationale qui a refusé de rencontrer en personne l'intersyndicale éducatif 31 lors de sa visite à Toulouse le jeudi 25 avril.

Pour autant, face à toutes ces contre-réformes et à la dégradation des conditions de travail qu'elles induisent, les personnels se mobilisent ! Le mouvement initié par le 93 a pris de l'ampleur et s'est étendu sur le territoire. C'est ainsi que dans l'académie, les personnels sont mobilisés, avec le soutien des parents d'élèves, contre le "choc des savoirs", mais plus généralement contre le manque de moyens dans l'enseignement

public qui dégrade les conditions de travail. Il y a eu une semaine de grève et de mobilisation avant les vacances, puis à la rentrée, et le mouvement se poursuit. Les personnels et les parents réclament des moyens en termes de bâti scolaire, de classes, de postes ! La FNEC FP-FO soutiendra toutes les mobilisations qui iront dans ce sens, jusqu'à satisfaction des revendications.